

Rapport du Président de l'ICOMOS

Comme vous le savez tous, il s'agit de mon dernier rapport en tant que Président, après vous avoir servi pendant 9 ans, et avant cela pendant 6 autres années en tant que Vice-président. Je suis profondément honoré de la confiance que vous avez placée en moi pour guider l'organisation, et, je l'espère, pour vous inciter à chercher constamment, avec une loyauté et un engagement indéfectibles, à faire mieux. J'ai eu la chance d'avoir été accompagné dans ce long voyage par un Bureau et des administrateurs excellents, ainsi qu'un secrétariat sans qui aucun des accomplissements des dernières quinze années n'aurait été possible.

Je voudrais aussi remercier pour leurs efforts et leur soutien actif et intellectuel l'ensemble des membres et l'académie de l'ICOMOS. Ils sont si nombreux, qu'il ne m'est pas possible de nommer tous ceux qui m'ont aidé, mais j'essaierai au moins, au long de ce rapport de citer certains de ceux qui m'ont donné beaucoup plus que je ne le méritais.

Puisque les informations les plus importantes sur les accomplissements de l'année passée seront couvertes par les rapports du Directeur général, du Secrétaire général et du Trésorier, je me concentrerai, dans ce dernier discours, sur les accomplissements principaux que nous avons mené à bien durant mon mandat. J'évoquerai aussi certains de mes importants échecs que je regrette, et à propos desquels je suggérerai modestement ce qu'il reste à faire. Pour cela, j'ai organisé mes réflexions autour de trois axes principaux qui m'ont toujours guidé dans mon but de transformer l'ICOMOS en une organisation moderne et forte, capable de répondre aux besoins sans cesse grandissants et changeants du patrimoine culturel mondial : harmonie, croissance et ouverture.

Pour ce qui est de la construction d'un environnement harmonieux, après plusieurs mandats d'un Comité exécutif pugnace, nous avons bénéficié, depuis 9 ans, d'un Conseil d'administration où les discussions franches et constructives ainsi que le respect pour les décisions consensuelles prévalaient. Cela est sans aucun doute dû à l'exigence que tous les membres du Conseil doivent travailler surtout dans leurs domaines d'intérêts. En améliorant le Secrétariat, la Secrétaire général Kirsti Kovanen a été fondamentale, comme l'a été le discret travail de notre Vice-président Toshiyuki Kono, plus particulièrement avec le recrutement de Marie-Laure Lavenir comme Directeur général, qui a apporté l'harmonie par des conditions de travail grandement améliorées et favorisé les attitudes positives dans nos fidèles équipes. C'est l'une des plus grandes réussites de Marie-Laure, surtout à la lumière des précédentes tentatives malavisées de résoudre les tensions internes qui ont prévalu pendant longtemps. En fait je considère la présence de Marie-Laure au Secrétariat comme l'une des plus grandes réussites. Comme avec toutes les ONG, la position de Directeur général nous donne la continuité nécessaire et la représentation stable qui transcende les variations du Conseil au fil des élections.

Le succès de Marie-Laure a été formidablement aidé par une nouvelle politique de gouvernance développée sous la direction du Vice-président Grellan Rourke, définissant clairement les responsabilités symbiotiques respectives du Conseil et du Directeur général, et fournissant un cadre de relations et de respect mutuel. Avec cette autorité nouvellement définie et ses excellentes qualités de gestion, le Directeur général a restructuré l'organisation interne du personnel de notre Secrétariat et au final, l'efficacité et la satisfaction de chacun a dépassé nos attentes.

La politique de croissance institutionnelle, allant au-delà des simples chiffres et s'appuyant davantage un professionnalisme plus grand et un développement des activités, s'est avéré très efficace, aussi bien en interne qu'à l'extérieur. En interne et avec le soutien expert du Vice-président Gideon Koren et d'ICLAFI, notre Comité juridique, l'ICOMOS a adopté une politique de retrait de leur reconnaissance aux Comités nationaux ploutocrates ou « fantômes », et une fois cela fait, a appelé avec succès à leur réorganisation sous de nouveaux statuts répondant à nos exigences en termes d'ouverture et de principes démocratiques. Le résultat a été l'implantation d'une réelle présence de l'ICOMOS dans des pays où il n'existait avant que de nom. Le fait que nous allons tenir une assemblée générale en Inde est un résultat direct de cette politique. Dans le même temps, certaines régions s'activent à organiser des Comités nationaux là où nous n'avions aucune ou seulement une très faible présence, comme dans les Caraïbes de l'est.

Nos Comités scientifiques internationaux, qui constituent l'autre versant de notre travail, se sont développés et se développent encore dans des proportions inimaginables pour nous il y a quelques années. Comme pour les Comités nationaux, les CSI qui sont restés fermés aux adhésions, inactifs ou dormants pendant de longues périodes ont été éliminés. Notre Conseil scientifique, maintenant un corps statutaires, permet aux CSI de s'autoréguler en surveillant soigneusement et en corrigeant les Comités à problèmes, tels que les restrictions d'adhésions, ce qui dans certains cas est l'héritage de nos premiers jours, quand l'ICOMOS fonctionnait comme un « old boys club ». Pendant ma présidence j'ai eu l'honneur de prendre part à de nombreux symposiums organisés par nos CSI partout dans le monde. J'ai été particulièrement impressionné par le professionnalisme, la capacité à rassembler autant de membres talentueux et le leadership de Rohit Jigyasu dans le Comité de préparation aux risques, de Sheridan Burke et Fernando Espinosa de los Monteros dans celui du patrimoine du 20ème siècle, de Milagros Flores et Adriana Careaga pour les fortifications et le patrimoine militaire, de Susan Barr pour le patrimoine polaire, de Monica Luengo pour les paysages culturels, de Stefan Simon dans la conservation de la pierre, de Steve Kelley pour les structures, de Sofia Avgerinou Kolonias pour les villes et villages historiques. Je suis reconnaissant à chacun d'entre eux d'avoir pris le temps de me faire prendre conscience des problèmes prioritaires et des besoins dans leurs champs de spécialisation respectifs. En tant que groupe, ils sont un élément primordial de la colonne vertébrale et du « Brain trust » de l'ICOMOS.

Cette nouvelle énergie de nos CSI et CN se reflète dans l'importante charge de travail, les opérations et la nouvelle structure du Conseil consultatif, que j'ai toujours pensé être un des corps les plus importants de l'ICOMOS, parce que c'est là que repose le pouvoir d'activer et de mobiliser la totalité de nos ressources intellectuelles aux niveaux locaux, régionaux et mondiaux.

A l'extérieur, la présence et l'influence de l'ICOMOS a continué à s'étendre grâce à la ténacité et à l'intelligence de nos nombreux membres, qui ont généreusement offert leurs talents et ressources pour faire avancer la mission de l'ICOMOS. Dans cette optique, le travail de d'Andrew Potts, Jyoti Hosagrahar, Jeff Soule et Ege Yildirim, a été et est particulièrement important pour notre contribution au développement des objectifs de développement durable des Nations Unies et au programme Habitat. Tout aussi importants sont nos autres MOU avec des organisations régionales et internationales telles que l'ICCROM, l'ICOM, TICCIH, l'OVPM, l'UIA, la fondation Romualdo del Bianco, et bien sur la Google Arts and Culture Initiative, qui sera exposée lors de notre 19^{ème} Assemblée Générale à New Delhi. Parmi ces partenaires je voudrais distinguer Paolo del Bianco, pour son dévouement aux principes de la conservation et sa générosité durable envers l'ICOMOS.

Malgré nos victoires et nos réussites, le passé récent n'a pas été heureux pour le patrimoine culturel mondial. La destruction du patrimoine culturel a toujours accompagné les conflits armés, mais avec l'avènement des réseaux sociaux, et un monde de plus en plus belliqueux, de nouvelles proportions ont été atteintes en permettant l'affichage instantané, à l'échelle planétaire, des horreurs des destructions culturelles. L'ICOMOS a utilisé les moyens dont nous disposons pour tenir le public informé de ces événements et préparé la restauration de ces lieux. Avec le soutien généreux de la fondation Arcadia au Royaume Uni, nous avons aidé les équipes syriennes à la documentation 3D des monuments à travers le Projet Anqa en partenariat avec CyArk. Avec le soutien du gouvernement d'Allemagne, l'ICOMOS continue de publier Heritage @ Risk, un outil majeur qui régulièrement tient le monde informé des forces qui menacent le fragile patrimoine culturel de tous les pays. Je dois remercier Christoph Machat et John Ziesimer d'avoir sécurisé le financement, et de gérer et d'éditer cette publication.

Des destructions supplémentaires ont été causées cette année par une Mère Nature apparemment en colère. Cyclones, inondations, tremblements de terre et feux de forêts ont apportés des dommages sans précédents aux patrimoines Dominicain, Cubain, Mexicain, des îles Vierges, de Porto Rico et des Etats-Unis. Les ressources mobilisables pour faire face à ces urgences ont été épuisées, et il faudra des années pour se remettre de ces catastrophes.

En parlant de ce qui reste devant nous, j'aimerais partager mes échecs à atteindre certains objectifs que je considère vitaux pour transformer l'ICOMOS en organisation ouverte, efficace et démocratique.

Réalisant que notre transformation était loin d'être complète, et prendrait des années, j'ai sans succès essayé de reporter la révision et d'empêcher l'adoption de nouveaux statuts aux Assemblées générales de Paris et Florence pour qu'au final ils puissent être rédigés pour refléter

les nouvelles structures qui ressortiraient d'une étude en profondeur des opportunités à venir comme de nos lacunes. Mon incapacité le faire est à mettre en lien avec ce que je considère comme premier échec administratif, qui est l'existence persistante de Comités nationaux gérés comme des fiefs médiévaux, excluant nouveaux membres et nouveaux concepts. Les anciens comme les nouveaux statuts facilitent cela en donnant à nos Comités nationaux, une extraordinaire autonomie, qui est souvent dévoyée par leurs membres.

Un autre échec a été notre incapacité à définir une structure qui puisse offrir une place importante et indépendante aux universités, spécialement dans les pays où les Comités nationaux freinent ou même évitent ouvertement leur participation aux travaux de l'ICOMOS. En conséquence, les forces intellectuelles des universités restent inexploitées par l'ICOMOS, même quand les universités ont exprimé ouvertement leur intérêt à être parties prenantes dans nos organisations, sans être soumises aux caprices des Comités nationaux.

Les Statuts contrecarrent aussi mon objectif de mettre en place un vote universel pour tous les membres, et se débarrasser de l'héritage de nos fondateurs limitant le vote à 18 membres désignés de chaque Comité national, sans aucun vote pour les CSI dans les élections générales. Cela, bien sûr, vient de la peur d'être dominés par les membres d'importants Comités nationaux, et reflète la structure géopolitique que nos fondateurs ont copiée sur les organisations internationales intergouvernementales, un modèle basé sur la politique que j'ai toujours trouvé inapproprié pour l'ICOMOS. En fait ce modèle permet au plus petit des continents de maintenir une domination effective sur l'organisation simplement par ce que contrairement aux autres il est constitué de beaucoup de petits pays très proches les uns des autres. Adopter le principe du vote universel aurait demandé que l'ICOMOS développe une nouvelle structure qui permette à ses membres, à l'intérieur des régions que nous avons définies, d'organiser formellement leur travail en évitant la domination d'une quelconque région ou groupe.

Un autre problème avec les Comités nationaux se situe dans les vestiges des structures coloniales, qui obligent dans certains territoires les professionnels à participer à l'ICOMOS à travers des Comités nationaux éloignés en France, au Portugal, au Pays-Bas, aux Etats-Unis, en Grande Bretagne, au Danemark, en Espagne, au Chili et en Equateur, dont les préoccupations et les travaux sont géographiquement et conceptuellement éloignés des leurs. C'est le cas de Porto Rico, des Iles vierges, de Guam, de Taiwan, des Canaries, de Curaçao, de Tahiti, des Samoa, d'Aruba, de Montserrat, du Groenland, de Saint Barthelemy, de la Guadeloupe, de la Martinique, de l'île de la Réunion, de Saint Pierre et Miquelon, des Açores, des Bermudes, de Madère, des îles Turks-et-Caïcos, des îles Cayman, des Galápagos, d'Hawaï, d'Anguilla et des îles Malouines, pour ne mentionner que quelques-unes des zones exclues d'une participation directe avec l'ICOMOS. Et il y a l'Antarctique, qui n'est pas un pays mais un condominium géré par les états du Traité sur l'Antarctique, et dont le patrimoine est géré par l'ICOMOS à travers le CSI pour le patrimoine historique polaire, dont les membres n'ont pas de droit de vote direct à nos élections générales.

Pour terminer mon rapport, j'aimerais partager de profondes préoccupations, sur une inversion des rôles entre l'ICOMOS et la Convention du patrimoine mondial. Il est exact que la Convention a donné à l'ICOMOS une grande visibilité publique, et la possibilité de promouvoir une bonne préservation. Et sur ce point, le Vice-président Alfredo Conti a joué un rôle essentiel et bénéfique par sa ténacité, sa diplomatie et son savoir. Cependant la convention a aussi créé une dépendance malsaine au Centre du patrimoine mondial dont les priorités et besoins sont parfois imposés à l'ICOMOS aux dépens de nos priorités et besoins propres. A titre d'exemple récent, l'ICOMOS a accepté de se contraindre à accélérer ses discussions internes sur la reconstruction, et ceci afin de répondre à la priorité à l'UNESCO de savoir s'il faut reconstruire ou non, et de quelle façon, les buddhas de Bamiyan.

Je voudrais aussi alerter l'ICOMOS du changement de visée de la Convention, qui s'éloigne de son objet initial de coopération internationale pour préserver les ressources culturelles du monde, comme défini dans son article 5. La Convention est née dans un moment de grand pessimisme et de fatalisme quant aux possibilités de survie du patrimoine mondial, largement suscité par les inondations à Venise et Florence, le haut barrage d'Assouan et le déménagement d'Abu Simbel, la complète destruction de quartier historiques urbains causés par l'urbanisme et l'architecture MoMo, et l'illusion d'après-guerre d'un monde meilleur grâce à la science et la technologie. A cette époque, il semblait que les monuments iconiques les plus importants du passé étaient près de

disparaître, et la réponse de la Convention semble avoir été de ne sauver que le meilleur parce qu'il n'était pas possible de tout sauver.

Alors, dans une sorte de métamorphose synecdotique, la Convention est devenue équivalente à la Liste ; et la Liste devint un répertoire de ces monuments de grande notoriété qui possédaient une remarquable valeur universelle dans chaque culture ; et l'inclusion dans la Liste devint un instrument commercial pour la promotion du tourisme.

Au cours des dix dernières années, la pression sur le Comité du patrimoine mondial pour inscrire à n'importe quel coût a augmenté de manière exponentielle, souvent pour des sites situés dans des pays qui n'avaient pas les capacités de leur donner la protection nécessaire. Cela est possible car la convention place la VUE au-dessus de la Conservation. Une solution à cela serait que l'ICOMOS évalue le statut de chaque pays au regard de l'article 5, et que seul les pays avec la présence avérée de systèmes de protections aient la possibilité d'inscrire des sites sur la liste mondiale du patrimoine.

Enfin, je voudrais terminer en remerciant le Conseil du Comité national français, pour avoir sécurisé la continuité du support du Secrétariat, et le merveilleux nouveau site de notre siège. Je dois aussi remercier Irina Bokova et Francesco Bandarin à l'UNESCO, pour leur soutien indéfectible à l'ICOMOS pendant les périodes de besoin, et les Comités nationaux de Chine et du Japon pour être aussi venus aider l'ICOMOS quand nécessaire. Je termine par une profonde expression de gratitude envers mon propre Comité national, US/ICOMOS, pour la logistique et le support spirituel qu'ils m'ont apportés durant les quinze dernières années afin de me permettre de servir et de représenter l'ICOMOS partout dans le monde. Je n'aurais pu le faire sans eux.

Gustavo F. Araoz
Washington, DC
novembre 2017